Individuation et pouvoir à l'ère du capitalisme mondialisé

mardi 15 septembre 2026, par Pascal Michon

Sommaire

- Le pouvoir selon les paradigmes traditionnels
- Le pouvoir comme médium
- Le pouvoir comme médium rythmique
- Bibliographie

Texte paru dans Cl. Calame (dir.), Identités de l'individu contemporain*, Paris, Textuel, 2008, pp. 47-68, revu et corrigé en septembre 2026.*

> Ce que le pouvoir impose avant tout, c'est un rythme (de toutes choses : de vie, de temps, de pensée, de discours). – Roland Barthes, *Comment vivre ensemble*, (Cours au Collège de France du 2 février 1977), Paris, Le Seuil, 2002, p. 69.

Plus ou moins confusément, nous savons que nous venons de pénétrer dans une ère historique qui n'a plus grand chose à voir avec celle que nous avons connue entre 1945 et la dernière décennie du xx^{e} siècle. À un monde, relativement stable, organisé comme une série de systèmes emboîtés les uns dans les autres, s'est substitué un monde à la fois ouvert et fracturé, fluide et heurté, sillonné de flux en tous sens et parcouru de profondes lignes de faille.

À l'échelon international, les blocs ont disparu mais l'ONU a été immédiatement mise de côté et les États-Unis ont réussi à imposer leur hégémonie au monde entier ; des réseaux de transport, de télécommunication, de tri et de stockage de l'information ont enserré l'ensemble de la planète, mais tout un ensemble de territoires et de peuples sont restés longtemps enclavés et sans accès à ces nouvelles techniques ; la production et la consommation ont été mondialisées, les barrières économiques levées, toutefois la compétition qui en a résulté a permis aux plus forts de concentrer encore plus de richesses et de pouvoir, pendant que les plus faibles plongeaient dans le sous-développement ; les frontières ont été assouplies pour les touristes des pays développés, mais renforcées pour les migrants du Sud. À l'échelon national, un grand nombre d'États ont privatisé les entreprises, les services collectifs, les système de transport et les banques qu'ils contrôlaient, ainsi qu'une grande partie de leurs activités considérées jusque-là comme régaliennes (les prisons, les postes, les caisses de retraite, les systèmes de santé et d'éducation, et même certaines activités militaires et de sécurité), or ce mouvement a immédiatement provoqué des distorsions importantes entre les régions et entre les classes ; les entreprises et les modes de production ont été réorganisés sur un mode réticulaire plus ouverts, mais cela a permis à des concentrations de capital et de pouvoir à visées monopolistiques de se constituer très rapidement au sein de ces réseaux ; la main d'œuvre a parfois bénéficié d'une plus grande flexibilité horaire et d'une mobilité professionnelle accrue, mais elle a

généralement beaucoup perdu à cette transformation en termes de sécurité et de possibilités de se projeter dans l'avenir, et une partie non négligeable des travailleurs a été rejetée dans la précarité, le chômage chronique et la misère. Enfin, au niveau local, la famille traditionnelle a dû accepter des recompositions périodiques et les individus faire montre de nouvelles capacités d'engagement et de dégagement de plus en plus rapides, mais cette liberté nouvelle s'est souvent soldée par une solitude et des difficultés à vivre renforcées.

À tous les échelons, des modes d'organisation et d'individuation (de production des individus singuliers et collectifs) à la fois plus ouverts, plus fluides, mais aussi beaucoup plus heurtés ont pris la place des modes systémiques et stables précédents. Ces différentes facettes de ce qu'il est convenu d'appeler la « mondialisation » ne se laissent pas intégrer aisément dans une conception qui fasse sens. Le nouveau monde est le plus souvent compris – quand il n'est pas vu à travers les concepts systémiques anciens – dans les termes d'une logique réticulaire qui s'inspire, pour une part des modèles techniques télématiques, pour une autre de modèles économiques néolibéraux, pour une autre encore de modèles philosophiques heideggériens ou deleuziens plus ou moins bien assimilés. Or, toutes ces approches butent sur le même problème : elles considèrent finalement que le monde *fluide* actuel est un monde sans forme, un monde véritablement *liquide*, traversé de flux erratiques, un monde où, donc, le pouvoir serait à la fois partout et nulle part. C'est pourquoi, elles oscillent entre une apologie de l'ouverture économique et technique, et une dénonciation d'un nouveau totalitarisme systémique. Pour les uns, le nouveau monde serait l'univers de tous les possibles, de la liberté de l'individu et du développement démocratique ; pour les autres, il constituerait, au contraire, un monde définitivement clos, un monde d'oppression et de déclin inexorable de la liberté.

Ce roulis conceptuel nous impose de trouver d'autres types d'approche du politique. Si le monde a bien subi une certaine fluidification, cela n'implique en rien que toute forme y ait disparu, ni que le pouvoir y soit répandu de manière homogène. Nous sommes simplement incapables de reconnaître ces formes et ces nouvelles configurations du pouvoir, du fait de l'inadéquation des concepts que nous avons hérités de la période précédente.

Aujourd'hui, le monde n'est plus agencé sous forme de systèmes emboîtés définissant l'individuation de façon relativement stable, mais il n'est pas non plus un vaste océan où les individus auraient la fugacité et l'inconsistance de tourbillons virevoltants dans le courant. Il n'a ni la *stabilité* des systèmes, ni la *labilité* des univers réticulaires ou moléculaires. Il est organisé par des *manières* de produire et de classer des individus singuliers et collectifs, qui se définissent aussi bien comme organisations des interactions entre corps-langages que comme organisations de ces organisations dans le temps – c'est-à-dire, pour utiliser une formule brève, comme *rythmes de rythmes*.

Le pouvoir selon les paradigmes traditionnels

Afin de mieux comprendre l'originalité de ce à quoi nous avons dorénavant affaire, on peut, dans un premier temps, repasser par les principaux paradigmes théoriques qui ont été développés et utilisés au cours du siècle dernier pour affronter la question du pouvoir.

Les analyses wébériennes

Dès les premières années du xx^{e} siècle, Max Weber a critiqué le simplisme des visions qui fondaient le pouvoir sur la force et la violence. Il a souligné l'importance des *formes de légitimation*, qui lui permettent de s'assurer de l'obéissance des individus. Aujourd'hui, certaines formes de pouvoir, comme celles des leaders terroristes ou des dirigeants de nombreux partis d'extrême droite, peuvent ainsi encore s'analyser en terme de « domination charismatique », ou celles des chefs de clan en guerre dans de nombreuses régions du monde en terme de « domination traditionnelle », ou encore celle des États en terme de « domination légale ». Le paradigme wébérien peut donc toujours rendre de nombreux services. Toutefois, sa portée est de plus en plus limitée du fait qu'il ne permet pas de rendre compte des mutations profondes que viennent de subir silencieusement ces différentes formes politiques, ni surtout des formes totalement inédites qui ont surgi parallèlement.

Au niveau sub-étatique, par exemple, la plupart des nouveaux pouvoirs – c'est particulièrement visible dans les mouvements terroristes, les cercles religieux fondamentalistes et les sectes, mais c'est aussi le cas, avec des objectifs propres, dans les mouvements altermondialistes – se constituent désormais dans l'élaboration de nouvelles formes de vie, c'est-à-dire de nouvelles manières de devenir et de rester des individus. Ce qui est en jeu , ce sont moins, comme le voudrait la théorie wébérienne, des convictions subjectives ou des croyances, parcourant l'esprit d'individus déjà constitués et constants dans le temps, qu'une façon de pénétrer les corps, leurs langages et leurs interactions, d'organiser leurs manières de fluer et de déterminer ainsi leur individuation mouvante, tout en créant le plus souvent de nouvelles lignes de partage.

Au niveau supra-étatique, les multinationales, les réseaux médiatiques mondialisés et « l'Empire », cet objet politique obscur qu'il faut désormais prendre en compte – et que Hardt et Negri ont trop tiré vers la notion d'un réseau capitaliste mondial homogène, en passant abusivement sous silence les pôles de puissance hiérarchisés qui le contrôlent –, exercent, de même, des formes de domination qui ne sont ni traditionnelles, ni légales, ni même charismatiques. Loin de produire, comme le faisait le monde ancien, des individus fermes, constants et bâtis sur le même modèle normatif, les nouveaux pouvoirs supra-étatiques sécrètent désormais des formes de vie multiples, diversifiées et en un sens plus libres, mais aussi souvent très labiles, très faibles en potentiel d'expérience ou d'action. L'essentiel de la puissance de ces pouvoirs semble lié à la production et au contrôle de ce type de formes de vie, ainsi qu'à leur inscription dans de nouvelles formes de division.

Les analyses fonctionnalistes

Ces évolutions pourraient sembler rendre plus pertinentes les analyses de type systémico-fonctionnaliste qui, au cours des Trente Glorieuses, ont mis l'accent sur une dimension du pouvoir délaissée par Weber : son rôle de stabilisateur de l'ordre social et de contrôleur de l'action individuelle. Dans cette tradition, on le sait, de nombreux auteurs ont, en effet, souligné la fonction « consensuelle » du pouvoir, défini comme « capacité généralisée d'assurer l'obéissance aux règles » (Parsons), comme « contrôle progressif de la vie pulsionnelle » et « condition première du développement de la civilisation » (Elias), ou encore comme « code de symboles généralisés qui règle la circulation des prestations entre les sujets sociaux » (Luhmann).

Mais ces conceptions semblent aujourd'hui de plus en plus obsolètes. La vision intégratrice et positive du pouvoir qui les anime est aux antipodes du nouveau monde dans lequel nous venons d'entrer. L'État en premier lieu, mais aussi tous les systèmes sociaux et économiques qui organisaient la vie dans la deuxième moitié du xx^{e} siècle, ont

été si fortement attaqués, démembrés et fluidifiés que nous vivons désormais dans un monde d'une nature radicalement nouvelle. Dans les réseaux des multinationales, des médias planétaires ou de l'Empire, mais aussi dans les réseaux alternatifs qui se multiplient sans cesse, le pouvoir s'est émancipé de la forme système. Il traverse toutes les frontières et s'appuie désormais moins sur sa capacité à assurer un ordre optimisé que sur un spectre de stratégies utilisant, au contraire, la fluidité même du monde – stratégies qui vont du contrôle souple et de la création des manières de fluer des corps, des langage et des groupes à l'utilisation délibérée du chaos ou du moins à son utilisation, comme on le voit avec les États-Unis et le Royaume-Uni au Moyen-Orient (Alain Joxe, 2004).

Les analyses marxistes

Nous faut-il alors, pour comprendre ce nouveau monde, partir, à l'inverse des conceptions précédentes, des conflits et des hiérarchies qui divisent celui-ci, comme le font depuis longtemps les approches de type marxiste ?

Ce genre d'approche éclaire indéniablement une partie du présent, car il montre que les conflits qui déchirent notre monde et le caractère asymétrique des relations qui s'y creuse ne peuvent pas être réduits – s'ils ont jamais pu l'être – à de simples « dysfonctionnements » qui seraient extérieurs au pouvoir lui-même : bien au contraire, ils font partie intégrante des manières que celui-ci a de s'exercer. Non seulement le pouvoir reste lié à la perpétuation des rapports inégaux de production, aussi bien à l'intérieur de chaque société qu'au niveau mondial, mais il s'exprime à travers l'usage de techniques rythmiques distinctes dans les différentes classes des populations. Tout le monde ne souffre pas, en effet, de la même manière de la fluidification actuelle des formes de vie. Certains groupes ont, à la différence des autres, accentué leur souci du corps et du langage, pendant qu'ils cherchaient à se protéger de l'aplanissement général des alternances de la socialité. À travers, en particulier, un renforcement de leurs exigences diététiques et éducatives, ils ont entrepris de se soustraire à la pression des modèles corporels et langagiers asthéniques propagés par le marché. Ils ont pris soin de faire du sport, d'éviter des nourritures trop abondantes ou de mauvaise qualité, et de se soigner systématiquement. Ils ont également conservé une activité langagière riche et précise, fondée sur la pratique de la lecture et de la conversation. De même, ils ont pris garde à conserver des plages de temps privées distinctes des temps d'interaction, réservés à la lecture, à la méditation religieuse ou à des activités culturelles.

Mais les conceptions de type marxiste n'en soulèvent pas moins de nombreuses interrogations. Du fait en particulier de la mondialisation économique, les notions de « classe » et de « classe dominante » ne sont plus aussi claires qu'autrefois – même si elles restent très utiles pour comprendre ce qui se passe (David Harvey, 2006). Dans l'état actuel des choses, l'*overclass* mondiale dont certains auteurs dénoncent la constitution est un fantasme qui ne correspond à rien de réel. Au niveau des États-nations, les classes dominantes n'échappent pas totalement aux ravages de l'individuation individualiste, ni aux mirages de la marchandise. Tout en rejetant les pires des techniques rythmiques nouvelles, elles sont, elles aussi, petit à petit emportées dans le mouvement général de fluidification des formes de vie. Leurs corps sont de plus en plus soumis à des techniques, sinon imposées, du moins fortement promues par le marché (cosmétique, programmes de musculation, chirurgie esthétique). Leur langage s'éloigne de plus en plus des énergies et de la densité propres aux aventures littéraires et à ce que l'on appelait autrefois la conversation pour adopter la neutralité fonctionnelle et la banalité liquide de l'expression technique et médiatique. Même les alternances de leur vie sont de moins en moins distinctes, du fait des nouvelles formes de management des entreprises et de l'utilisation de plus en plus intrusive des techniques de télécommunication.

Une partie de la tradition marxiste limite encore, par ailleurs, le pouvoir à un simple pôle de détermination et de décision étatique et institutionnel, qui devrait être conquis au profit des couches actuellement dominées. Or, une bonne portion des nouvelles réalités politiques échappe désormais à ce schéma. Dans le nouveau monde, le pouvoir réside de plus en plus largement dans les réseaux sub-étatiques, d'une part, dans les multinationales, les réseaux médiatiques mondialisés et l'Empire, de l'autre. Il faut donc le penser d'une manière nouvelle qui, certes, ne laisse pas de côté la réalité toujours active des États et des institutions, mais qui permette également de comprendre toutes les formes politiques qui échappent désormais à leur emprise – travail qui bénéficierait, du reste, de nombreux travaux menés à l'intérieur même de la tradition marxiste, comme ceux, entre autres, de Cornelius Castoriadis sur « l'imaginaire » (1975), d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe sur la notion gramscienne « d'hégémonie » (1985), ou encore de Fredric Jameson sur le « postmodernisme » (1991).

Les analyses micro-logiques

Dans la mesure où aucune des théories du pouvoir traditionnelles ne semble plus aujourd'hui convenir au nouveau monde fluide, celui-ci relèverait-il finalement plutôt d'une approche de type micro-logique, comme celles développées, en réaction à toutes les tendances précédentes, dans les années 1960-70 ? Dans le nouveau monde, le pouvoir ne pourrait plus être pensé en fonction de la seule domination étatique ou même des seuls conflits de classe, car tout le corps social serait en réalité traversé par un réseau de forces et de relations de pouvoir. Avant de se coaguler au sein des institutions et de l'État, le pouvoir circulerait et s'inscrirait dans les corps par des pratiques disciplinaires et des savoirs techniques que l'on pourrait analyser, par exemple, à l'instar de ce que proposaient Foucault et Goffman, à partir de certaines institutions comme l'hôpital, l'école ou la prison.

Ces analyses constituent, elles aussi, une source d'inspiration importante. Dans la mesure où elles centrent leurs approches du pouvoir non plus seulement sur la notion d'*assujettissement* des individus par des systèmes ou par des institutions chargées d'assurer la domination massive d'une classe par une autre, mais sur celle de *production des sujets* dans le jeu constant des interactions, elles jettent une certaine lumière sur le monde dans lequel nous venons d'entrer. Aujourd'hui, alors que les systèmes emboîtés d'autrefois ont été remplacés par de nouveaux modes d'organisation fluides, déterminer les rythmes de l'individuation est devenu l'une des marques essentielles du pouvoir. Les analyses de type micro-logique lèvent ainsi une partie du voile sur la façon dont les réseaux des multinationales, des médias mondialisés et de l'Empire construisent et exercent leurs nouveaux pouvoirs, en particulier *contre* les États et les souverainetés populaires traditionnelles.

Mais, là encore, ce genre d'approche soulève un certain nombre de problèmes. Le placage sur le nouveau monde d'analyses conçues pour lutter contre une réalité et des idéologies totalement différentes a amené un certain nombre des disciples de la pensée micro-logique à abandonner toute posture critique au profit d'une simple et bruyante célébration de ce qui est. Aujourd'hui, maints de ces disciples – dont Negri, qui a appelé en 2005 à voter pour le Traité Constitutionnel Européen, est l'un des exemples les plus connus – se sont transformés en supplétifs de la grande attaque néolibérale contre l'État-nation et les conquêtes démocratiques qui lui étaient attachées – État-nation qui, malgré tout ce que l'on a pu lui reprocher à l'intérieur (la perpétuation des rapports de classe inégaux) comme à l'extérieur (l'impérialisme), a constitué historiquement l'espace qui a rendu possible les principales avancées politiques de ces deux derniers siècles (toutes les transformations révolutionnaires et démocratiques y compris les décolonisations), et qui restera, quoi qu'on en dise, l'un des enjeux majeurs du

nouveau monde en devenir. Comme on voit mal, en effet, la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Japon, et même le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Espagne, etc. se dissoudre au XXI[e] siècle au profit d'un réseau capitalistique mondialisé, il nous faut intégrer cette donnée à la théorie politique, plutôt que de lui dénier, de manière purement idéologique, toute pertinence et toute valeur.

Le détournement de Foucault et de Deleuze vers le néolibéralisme doit être fermement rejeté, mais il faut reconnaître qu'il a probablement été rendu possible par un défaut originaire des approches micro-logiques. Dès le départ, ces approches ont en effet souffert d'un manque d'articulation entre l'interactionnisme *horizontal* des individus et l'interactionnisme *vertical* de leurs dimensions singulières et collectives. Ainsi, les difficultés qu'elles rencontraient déjà dans les années 1970 n'ont fait que s'accentuer avec la mondialisation. De même que les microphysiques du pouvoir avaient bien du mal à rendre compte de l'existence des institutions et en particulier des États, de même ces formes d'approche butent aujourd'hui sur la question des interactions entre les aspects singuliers et supra- ou extra-étatiques des nouveaux modes d'individuation.

Le pouvoir comme médium

Au cours des vingt-cinq dernières années, tout un ensemble d'auteurs a essayé de sortir de ces difficultés (entre autres Elias, le dernier Bourdieu, Touraine, le dernier Foucault, Habermas, Honneth Giddens, Bauman, Caillé, Thévenot, Boltanski). Bien qu'elles soient souvent très différentes les unes des autres – et l'on ne manquera pas de me faire remarquer l'étrangeté qu'il y a à mettre dans le même panier, par exemple, Bourdieu et Touraine, le dernier Foucault et Habermas –, on peut qualifier leurs théories d'*intermédiaires* au sens où elles se rejoignent toutes dans la volonté de tenir ensemble ce qu'elles conçoivent comme les deux côtés de la vie politique – les « systèmes » et les « interactions entre les individus » – et de les penser *l'un par l'autre*.

Je laisse de côté tout ce qui les oppose, et qui est énorme, pour me concentrer sur ce qui les porte dans la même direction. Deux concepts méthodologiques semblent condenser la différence entre conceptions intermédiaires et conceptions traditionnelles.

Les analyses néo-dialectiques

Depuis le recul du marxisme et le succès des pensées nietzschéennes et libérales, le concept de *néo-dialectique* a été de plus en plus souvent pris, en philosophie même à laquelle il est emprunté, dans le sens d'*interaction*. Même chez des auteurs explicitement hégéliens, la notion d'*Aufhebung* (dépassement de la contradiction par intégration-destruction de l'antithèse) a été délaissée au profit de la notion de *maintien des contradictions* et l'on a désormais mis l'accent, chez Hegel lui-même, sur des formes de processus qui n'impliquaient ni suppression de la thèse par l'antithèse, ni développement logique inéluctable. Tout s'est passé comme si Humboldt avait pris sa revanche sur Hegel et que la notion de *Wechselwirkung* (interaction) élaborée par le premier l'emportait enfin sur celle d'*Aufhebung* promue par le second.

Les analyses néo-herméneutiques

Le concept de *cercle*, ou de manière plus précise, de *spirale herméneutique*, qui plonge ses racines chez Schleiermacher et Dilthey, s'est, quant à lui, petit à petit imposé parallèlement à la diffusion des pensées heideggérienne, gadamérienne et ricœurienne, et il est, aujourd'hui, devenu l'un des appuis théoriques les plus courants des théories du social et du politique qui tentent de dépasser les dualismes qui les tenaient jusque-là prisonnières. Ce concept y est, il est vrai, souvent pris dans un sens seulement épistémologique et méthodologique, qui décrit les parcours en spirales de la connaissance des phénomènes – on insiste ainsi sur la nécessité d'aller souplement de la partie au tout et du tout à la partie, des concepts aux faits observés et vice versa –, mais, on le voit, sous l'influence des travaux de Gadamer et surtout de Ricœur sur les rapports des êtres humains et de ce qu'ils appellent « la langue » ou le « langage », revêtir de plus en plus souvent un sens qui le rapproche de la notion sociologique d'interaction. C'est la réalité sociale elle-même qui est alors conçue comme constituée par des interactions spiralées entre individus et Tradition ou entre individus et systèmes.

Depuis les années 1980, on a ainsi vu se développer dans les sciences sociales, sous des noms variés, un intérêt pour les processus de production des individus singuliers et collectifs fondé sur l'observation des interactions verticales entre niveaux (singulier et collectif) couplées aux interactions horizontales au sein d'une même niveau (entre singuliers ou entre collectifs) : constructions croisées de l'habitus et de la configuration chez Elias, des mouvements et des organisations, puis du sujet et de la culture chez Touraine, du sujet et des dispositifs puis des problématisations chez Foucault, de l'habitus et du champ chez Bourdieu, de l'action communicationnelle et du monde de la vie chez Habermas et chez Honneth, des structures sociales et des actions individuelles, mais aussi des activités humaines et des sciences sociales chez Giddens, des compétences et des critères de jugement de l'action chez Thévenot et Boltanski, de l'individu et de la totalité sociale chez Caillé, des actions créatives et des routines chez Giddens, etc.

Pour toutes ces théories, le pouvoir ne peut être accroché à un aspect unique de la réalité, que celle-ci soit pensée comme individu, système, classe ou interaction. Les « systèmes » ne sont pas des ensembles de règles ou de normes s'imposant à des acteurs impotents, ni non plus de simples produits de l'interaction d'agents préexistants, mais des formes à la fois systématisantes et systématisées au cours de ces interactions. De même, les « individus » ne sont pas les purs résultats de processus d'assujettissement, ni des sujets assurés de leur identité et précédant toute action, mais des entités toujours en cours de construction et de déconstruction à travers des processus d'apprentissage et d'interaction. Dans la mesure où une dialectique ou un cercle relie les systèmes sociaux aux individus singuliers, le pouvoir est donc partie prenante de cette dialectique ou de ce cercle. Les individus reçoivent des systèmes qui leur préexistent non seulement des contraintes, mais aussi des ressources pour mener leurs actions. De même, ces systèmes de règles ou de normes imposent des obligations aux individus, mais ils ne continuent d'exister en tant que systèmes que dans la mesure où des actions sont menées jour après jour par des individus qui les respectent. Si ce n'est plus le cas, un système donné peut être rapidement amené à disparaître.

Ces conceptions constituent un réel apport à la compréhension de la nouvelle réalité politique à laquelle nous avons affaire aujourd'hui. Au lieu de présenter le pouvoir comme la cause ou le résultat de la détermination d'une relation, elles le font apparaître comme ce qui *se joue* – dans tous les sens du terme – au cours de la relation elle-même, c'est-à-dire comme le *médium* que et au sein duquel se disputent des individus et des systèmes toujours en formation-déformation, au cours des spirales qui les lient les uns aux autres. De ce point de vue, le pouvoir constitue moins un simple *état de fait* que le *milieu* et le *moyen* à travers lesquels se construisent les *individus* singuliers et collectifs, les *classements* et les *hiérarchies* qui les relient les uns aux autres, ainsi que les *effets de domination* qui apparaissent au sein de ces classements et de ces hiérarchies.

Limites des analyses intermédiaires

Le problème est que beaucoup de ces conceptions du politique sont aujourd'hui à leur tour en difficulté. Tout d'abord, elles rencontrent des limites internes. Au moins une bonne partie d'entre elles se heurte à ce que j'ai proposé ailleurs d'appeler des « points de rebroussement ». On peut montrer, par exemple, l'intérêt de la stratégie proposée par Elias pour rendre compte de la construction croisée de l'individu et de l'État modernes, mais aussi les lieux théoriques à partir desquels cette stratégie revient sur ses propres pas en reprenant des présupposés dualistes qu'elle s'était elle-même engagée à combattre : chez Elias, un présupposé naturaliste hobbesien hante une théorie du pouvoir qui se veut pourtant fidèle à un primat du processus sur l'identité et la structure, et qui l'amène ainsi à réduire le devenir-acteur, la *subjectivation*, à un simple *assujettissement*. Le pari de faire une sociologie des processus n'est pas tenu jusqu'au bout et Elias a besoin, à un certain moment de sa construction, de postuler une base substantialiste : l'homme de désir (Michon, 2001). La recherche n'a pas été faite pour les autres auteurs qui viennent d'être cités, mais il ne serait pas très difficile de mettre en évidence les présupposés anthropologiques fondamentaux qui se déploient chez chacun d'eux comme fondements et impensés de leurs théories.

Certains auteurs, il est vrai, ont poussé beaucoup plus loin la réflexion sur la *subjectivation* qui se joue dans les luttes croisées entre individus et systèmes. Ces auteurs ont ouvert un espace théorique qui prolonge et enrichit la réflexion sur la seule individuation en ajoutant à la question de la singularité celle du devenir-acteur historique dans un champ pratique donné. Mais, mis à part peut-être chez le dernier Foucault, leurs points de vue souffrent d'un défaut en quelque sorte inverse du précédent. Certes, la subjectivation (qu'elle soit individuelle ou collective) n'y est plus réduite à un assujettissement, ni d'ailleurs à une identification avec le moi ou le « pouvoir de » propre à l'individu néolibéral, elle y est définie comme *devenir-sujet*, c'est-à-dire devenir-acteur, agent autonome de sa propre vie, à travers la réflexivité et la pratique au sein du médium du pouvoir. Cette voie, que je laisse ici volontairement de côté pour me concentrer sur la seule question de l'individuation, est à mon avis très féconde et devra être poursuivie.

Mais dès maintenant, on peut remarquer que les fondements de ce devenir-sujet restent, dans la plupart de ces théories, ou bien indéterminés ou bien relativement discutables. Qu'il soit singulier ou collectif, le devenir-sujet y est le plus souvent présenté comme un travail sur le « soi construit », comme un *écart* par rapport aux *normes* reçues et incorporées. Or, cette conception du sujet reste encore trop liée à son concept substantialiste traditionnel. Suivant un mouvement, récemment critiqué à juste titre par Vincent Descombes, on infère généralement de ce processus l'existence d'un *pouvoir-être-sujet* que l'on attribue à différentes entités métaphysiques antécédentes (Descombes, 2004). Ainsi, au lieu d'en rester aux dynamiques dans lesquelles se produisent des sujets au sein du *médium du pouvoir*, on est tenté de remonter de nouveau à un *pouvoir premier*, que l'on se représente comme une ipséité éthique (Touraine, Ricœur), comme incorporé dans les structures communicationnelles du langage (Habermas), ou encore, à l'instar déjà de Dilthey et, après lui, de Simmel, comme une productivité inhérente à la vie (Giddens).

À ces limites internes, il faut ajouter des difficultés externes. Qu'elles soient plutôt sur le versant de l'assujettissement (comme Elias ou le premier Bourdieu) ou plutôt sur celui de la subjectivation (comme Touraine et le dernier Bourdieu), les conceptions intermédiaires du politique convergent au moins sur un point avec les théories réticulaires et moléculaires du monde fluide, héritées des théories interactionnistes des années 1970 : quoiqu'elles en aient, le monde qu'elles décrivent reste en grande partie chaotique et inintelligible. Les

spirales par lesquelles se produisent les individus singuliers et collectifs gardent en effet l'aspect de dialectiques ouvertes ou de cercles herméneutiques perpétuels, continus et relativement indéterminés dans leurs formes, si bien que rien ne leur permet de rendre compte *in fine* de l'existence, ni surtout de la qualité, des individus singuliers et collectifs que nous observons.

Ces théories ne permettent pas de comprendre que ces processus possèdent une organisation temporelle descriptible – et que c'est donc dans ces processus que se joue aujourd'hui le pouvoir. Pour le dire autrement, les théories intermédiaires ont intégré à juste titre les notions de cercles néo-herméneutiques ou d'interactions néo-dialectiques entre et à l'intérieur des niveaux de la réalité sociale, mais elles n'ont pas prêté attention à l'organisation temporelle, rythmique, de ces spirales ou de ces interactions, en particulier à la qualité de cette organisation – ce qui explique peut-être leur difficulté à saisir la subjectivation dans son dynamisme radical et leur oscillation permanente entre les pôles de l'assujettissement brut et d'une subjectivation déjà donnée. Les rythmes de l'individuation sont largement ignorés, comme le fait que le principe auquel on attribue une certaine identité à un individu singulier ou collectif – ce que les scolastiques appelaient autrefois le *principium individuationis* – est toujours, en dernière analyse, un produit des techniques rythmiques qui organisent le fluement des corps, du langage et des groupes.

Le pouvoir comme médium rythmique

Émergence des analyses morphogénétiques

Il existe toutefois une approche intermédiaire dans laquelle ce problème a commencé à être abordé. À partir de la toute fin des années 1970, Margaret Archer (1943-2023) s'est engagée dans des travaux sociologiques reflétant les ambitions anti-dualistes de son époque, qui l'ont amenée, dans les années 1990, à développer une réflexion théorique sur les temporalités sociales digne d'être relevée.

Dans son premier livre, *Social Origins of Educational Systems* (1979), elle a tout d'abord cherché à décrire les mutations des systèmes d'éducation français et anglais, mais aussi danois et russe, depuis le début du XIX^{e} siècle, mutations qui les ont fait passer d'un monopole éducatif généralement religieux à un système d'État national. De cette étude à dominante holiste mais prenant en compte la dimension individuelle, elle a tiré la conviction que ce changement historique s'était effectué de manière sensiblement différente dans les quatre pays observés.

En France, l'État révolutionnaire (ce sera pareil avec l'État bolchevique en Russie) a brisé le monopole éducatif de l'Église par la coercition, la confiscation des biens et l'interdiction légale d'enseigner. Après la Révolution et sous Napoléon, l'éducation est devenue un monopole d'État ultra-centralisé. Pendant des décennies, au niveau microsocial, les enseignants ont enseigné et les élèves étudié selon des protocoles qui ont très peu évolué. Même si certains acteurs individuels (instituteurs, parents, membres des différentes Églises) ont pu exprimer des frustrations ou des désaccords lors de leurs interactions quotidiennes, le cadre centralisé au sein duquel ils se trouvaient était si prégnant qu'aucune de ces interventions n'a pu altérer véritablement le système. Celui-ci s'est ainsi reproduit pendant longtemps de manière régulière à l'identique. Les choses ont véritablement changé lorsque, les frustrations s'étant accumulées, elles ont atteint un point de rupture systémique. Les ajustements se sont alors fait par des décisions macropolitiques centralisées et de haut en bas (comme avec les lois Jules Ferry au début des années 1880 ou, plus tard, avec les réformes post-Mai 1968). À chaque fois, le système a basculé d'un coup dans une nouvelle structure, qui a encadré à nouveau les interactions pour le cycle suivant.

En Angleterre (mais on retrouve la même dynamique au Danemark), les groupes sociaux montants (la bourgeoisie industrielle ou les mouvements paysans et populaires) n'ont pas détruit le monopole scolaire de l'Église par la force. Ils ont choisi de créer leurs propres réseaux d'écoles parallèles en développant un marché libre et décentralisé de l'éducation. Cette dynamique a fait qu'au niveau individuel ou microsocial, les interactions quotidiennes y ont été relativement fluides. Les directeurs d'école et les communautés locales y ont constamment négocié les programmes ou les budgets au cas par cas, sans que longtemps ces ajustements locaux ne modifient, il est vrai, la structure globale de l'éducation. Il s'est ainsi produit un phénomène d'« innovation compétitive » par lequel des sous-groupes ont introduit de petits changements incrémentaux pour concurrencer les structures dominantes sans toutefois passer par une réforme globale immédiate. Le changement structurel s'est produit lorsque plusieurs réseaux d'écoles (en particulier les écoles professionnelles *versus* les écoles classiques) sont entrés durablement en concurrence pour obtenir des ressources. L'État est alors intervenu (comme avec l'*Education Act* de 1944), mais uniquement pour coordonner et financer ce patchwork existant. Les autorités politiques n'ont fait que formaliser des rapports de force qui s'étaient mis en place spontanément.

Il y a donc eu une différence notable entre les diverses formes du changement social produit par les interactions entre systèmes et individus : en Angleterre et au Danemark, où les systèmes étaient moins prégnants, l'évolution s'est faite très progressivement, là où elle était en grande partie bloquée en France et en Russie, où les systèmes étaient beaucoup plus forts ; le basculement dans un nouveau monde, quant à lui, y a été beaucoup moins explosif que dans ces deux pays. Pourtant, sur le long terme, les courbes possèdent un profil commun. Que le changement social soit produit par une profonde « stase » systémique couronnée par une « explosion politique », ou par « agrégation diffuse » des initiatives individuelles et « coordination » finale de l'existant, leur comparaison montre toujours la succession d'une longue phase pendant laquelle dominent des « routines » encadrées, plus ou moins rigoureusement, par le macro-système existant, et d'un « à-coup », au cours duquel se produit un changement des structures plus ou moins radical, qui redéfinit les règles du jeu pour toutes les interactions futures.

Déploiement des analyses morphogénétiques

Dans *Culture and Agency. The Place of Culture in Social Theory* (1988, repris et augmenté en 1996), Archer a transposé la logique temporelle repérée dans ses premiers travaux sur l'éducation à tous les systèmes culturels. [1] Elle y a montré comment les contradictions ou complémentarités d'idées préexistent aux agents, mais aussi comment les acteurs négocient avec ces idées, et comment cela mène tout à coup à une rupture ou à une restructuration idéologique.

Au cours des années 1990, Archer s'est engagée dans une réflexion méthodologique et théorique qui, sans jamais citer le concept de rythme lui-même, intéresse pourtant directement la rythmanalyse. Dans *Realist Social Theory : The Morphogenetic Approach* (1995), elle s'est attachée non seulement à remettre en question l'opposition simpliste de l'holisme et de l'individualisme méthodologiques qui avait dominé les sciences sociales depuis la fin du xixe siècle, mais aussi à discuter certaines des nouvelles approches intermédiaires, qui avaient commencé à s'y opposer de leur côté, tout en faisant des mutations sociales des phénomènes continus et sans formes. [2]

Lorsque l'on observe historiquement ce qui se passe dans les sociétés humaines, on constate, faisait-elle remarquer, que se succèdent des périodes, souvent assez longues, pendant lesquelles les systèmes sociaux et culturels, issus des moments dynamiques précédents, imposent aux individus leurs routines d'action et leurs schémas sémantiques, jusqu'à ce que les contradictions, s'accumulant, motivent ceux-ci à interagir, à sortir de ces routines et à inventer, pendant des moments souvent assez brefs, de nouvelles formes culturelles, sociales et institutionnelles qui, une fois stabilisées, deviennent à leur tour les normes de la période suivante.

Cette conception de l'évolution sociale évoquait fortement le modèle des « équilibres ponctués » (*punctuated equilibria*), emprunté, à partir de la seconde moitié des années 1980, à la biologie évolutionniste [3], par des sociologues des organisations cherchant à mieux comprendre les dynamiques propres aux entreprises [4] ou aux organisations du travail [5], puis par des spécialistes de sciences politiques visant, quant à eux, à rendre compte des fluctuations des politiques publiques. [6]

Chez ces derniers, l'analyse s'appuyait sur l'idée que les institutions sont naturellement conservatrices et cherchent à maintenir un *statu quo*, un équilibre. Comme les décideurs politiques ont une capacité d'attention limitée, ils ignorent les problèmes jusqu'à ce qu'un événement extérieur ou une nouvelle formulation d'un problème (le *reframing*) s'impose à l'agenda politique. Ils passent alors brutalement d'une relative indifférence à une sur-réaction législative. Résultat : le système politique passe d'une longue période de modifications budgétaires ou législatives mineures, par une sorte d'« incrémentation », à une explosion de changements majeurs, une sorte de « ponctuation », avant de retrouver un nouvel équilibre.

La conception exposée par Archer rappelait, encore plus clairement, le modèle des « conjonctures critiques » (*critical junctures*) développé, de leur côté pendant les mêmes années, par les promoteurs de « l'institutionnalisme historique » intéressés par la formation des grandes structures politiques, par exemple la création de l'État-providence ou d'un régime politique particulier. [7]

Ici, le modèle reposait sur l'idée que les institutions font la plupart du temps prévaloir des « contraintes structurelles », mais que celles-ci peuvent se desserrer un court instant lors d'une « conjoncture critique », sous les coups d'un « choc exogène », d'une catastrophe, d'une guerre, d'une crise économique ou financière. Profitant de ces moments de grande fluidité, les acteurs politiques redéfinissent alors les règles pour les décennies à venir. Les décisions prises durant cette phase créent de nouvelles institutions et formes sociales, qui s'installent pour une longue durée, inaugurant une nouvelle « trajectoire historique » : une fois qu'une institution ou une politique publique se réengage dans une voie précise, les bénéfices de ceux qui la respectent augmentent régulièrement alors qu'à l'inverse, les coûts pour en changer deviennent de plus en plus élevés, ce qui recrée une espèce de « dépendance à l'égard du chemin déjà tracé » (*path dependence*). L'histoire politique avance ainsi par bonds et fait se succéder une série de périodes figées interrompues et séparées par des moments de rénovation.

William Sewell a, au début des années 2000, étendu ce modèle à toute l'histoire en s'appuyant sur

l'exemple phare de l'Ancien Régime et de la Révolution française. À partir de la moitié du XVII^{e} siècle et jusqu'à la fin du suivant, faisait-il remarquer, la France a connu une forte stabilité institutionnelle, une reproduction globale des principales structures sociales et tout un ensemble de routines encadrant la vie quotidienne des individus et des groupes. En bref, elle a suivi une « trajectoire » relativement constante. La Révolution française, quant à elle, aurait constitué un cas d'école d'une « conjoncture critique ». Les équilibres de l'Ancien Régime se seraient subitement effondrés à la suite d'un « choc exogène », la crise financière et la convocation des États Généraux, et d'un « événement », la prise de la Bastille, qui aurait entraîné une « dislocation structurelle ». Au cours de ces quelques semaines de forte effervescence, les vieilles « structures » auraient perdu leur sens ; les acteurs seraient entrés dans une phase de créativité culturelle et politique intense, qui les auraient amenés à produire de nouveaux concepts comme celui de la « souveraineté nationale ». Une fois la « conjoncture critique » passée, la « fenêtre d'opportunité » se serait refermée. De nouvelles « structures » – la République, le Code Civil, la bureaucratie napoléonienne – se seraient stabilisées et auraient imposé à leur tour de nouvelles « trajectoires », de nouvelles routines rigides, qui auraient perduré, non sans heurts il faut le reconnaître, pendant tout le XIX^{e} siècle. [8]

La vision d'Archer ressemblait donc encore beaucoup, on le voit, aux modèles des « équilibres ponctués » ou des « conjonctures critiques », auxquels elle empruntait l'idée d'une alternance entre périodes longues de « morphostase » et de périodes courtes de « morphogenèse ». Mais elle dépassait ce schématisme historique encore binaire en y introduisant une analyse des dynamiques interactionnelles propres à chacune de ces périodes, analyse qui ouvrait son approche à une prise en compte des manières particulières de fluer de l'individuation et de la subjectivation.

S'appuyant sur ses travaux précédents, elle montrait qu'il ne suffit pas, pour les spécialistes de sciences sociales, de substituer aux modèles unidimensionnels en vigueur jusque-là (*upwards and downwards conflation theories*) des modèles qu'elle appelait de « fusion centrale » (*central conflation*) – elle visait principalement ceux de Giddens ou de Bauman, mais sa démonstration peut être étendue à nombre des modèles « intermédiaires », très divers par ailleurs, dont j'ai parlé plus haut. Tous ces modèles, faisait-elle remarquer, ignorent le fait, pourtant prouvé par les études historiques, anthropologiques ou sociologiques de terrain, que la reproduction ou la régénération des « individus » et des « systèmes » ne suivent pas des spirales continues, entremêlées et sans formes, mais qu'elles se réalisent suivant des alternances de « morphostase » et de « morphogenèse », qui impliquent chacune des modes particuliers d'organisation temporelle des interactions et donc de la reproduction ou régénération des individus et des systèmes.

Le schéma temporel de n'importe quel processus social comporte en effet trois mouvements, qu'il convient de distinguer clairement et qui correspondent à trois manières de fluer, trois *rhuthmoi*, des interactions.

T1 – *le temps long du conditionnement systémique* : comme les systèmes sociaux et culturels préexistent réellement aux acteurs, ils déterminent, de manière relativement stable, les conditions matérielles, les rôles et la distribution des ressources, à partir desquels se réalisent pendant cette période les interactions.

T2→T3 – *le temps bref de la crise* : les acteurs interagissent tout d'abord à l'intérieur du cadre préexistant ; leurs interactions sont constamment influencées par les contraintes et les opportunités de (T1). Mais, comme ils conservent leur autonomie et leur réflexivité, un processus s'enclenche alors (en T2), se poursuit sur une certaine durée (représentée par la flèche →) pendant laquelle jouent les rapports de force, les alliances et les négociations, et aboutit finalement (en T3) lorsque ceux-ci ont produit suffisamment d'effets émergents qui font que l'action collective commence à échapper à la volonté individuelle des acteurs.

T4 – *le temps de la reproduction ou de la réélaboration structurelle* : selon la puissance variable des interactions précédentes, le système est alors soit reproduit à l'identique, soit transformé par une « morphogénèse » qui ouvre la nouvelle période de « morphostase » (T1) du cycle suivant.

Ainsi, concluait Archer, faut-il certainement conserver l'idée – présente dans toutes les théories intermédiaires – des interactions entre les systèmes, entre les individus, et entre les systèmes et les individus, mais il faut aussi – à l'encontre de ce que font Bauman ou Giddens qui les considèrent comme continus les uns aux autres – garder *analytiquement* séparés le niveau des interactions individuelles et le niveau des systèmes, pour être en mesure de décrire précisément les fluctuations des formes d'interaction et donc d'individuation et de subjectivation. Seul un « dualisme analytique temporalisé » clairement assumé peut permettre de se défaire du « dualisme méthodologique » opposant holisme et individualisme, sans tomber dans sa simple inversion en, ce que j'appellerai pour ma part, un « monisme chaotique ou liquide », et d'expliquer pourquoi on observe ces successions de périodes de « morphostase » et de « morphogenèse », marquées par des *manières de fluer* et des effets anthropologico-historiques distincts, et non pas des évolutions constantes, continues et sans changements de *rhuthmos*.

Vers une analyse du pouvoir comme médium rythmique ?

Les travaux menés par Archer, dans lesquels je ne peux entrer plus profondément ici mais qu'il faudra reprendre un jour, jettent ainsi une lumière crue sur la nécessité de prendre en compte les rythmes qui caractérisent les dynamiques du social et du pouvoir. Ils permettent d'identifier l'obstacle principal sur lequel les modèles intermédiaires butent aujourd'hui. Tout en introduisant une vision interactionniste qui tranche avec l'unilatéralisme des modèles traditionnels, qu'ils soient descendant ou montant, ces modèles conservent malgré tout l'indifférence de leurs prédécesseurs pour les dimensions rythmiques du pouvoir et de l'individuation et de la subjectivation singulière et collective. Ainsi une bonne partie de la réalité du nouveau monde fluide leur échappe-t-elle désormais ; tout y apparaît « liquide » ou sans forme. Les rapports entre pouvoir et processus d'individuation sont bien perçus de manière dynamique, mais les organisations temporelles successives de ces relations, et donc les fluctuations de leur qualité individuante et subjectivante, restent dans l'ombre.

Pour développer une théorie sociopolitique adaptée au monde fluide dans lequel nous vivons, il nous

faut donc compléter les approches néo-dialectiques et néo-herméneutiques en y introduisant la question des rythmes qui organisent les interactions. Comme la société au sein de laquelle ils s'exercent (observée globalement, au niveau des groupes qui la composent, ou encore au niveau des individus), les pouvoirs en place (au niveau institutionnel supérieur jusqu'au niveau des relations interpersonnelles en passant par celui des communautés traditionnelles, des associations de la société civile et des entreprises) traversent une succession de périodes de reproduction pendant lesquelles ils sont assurés de leur continuité, et de moments plus ou moins brefs de bouleversement, où d'autres pouvoirs émergent en contestant les précédents et s'établissent bientôt comme les nouvelles normes politiques. Le pouvoir peut donc être considéré comme un médium – au deux sens de milieu et de moyen – relativement fluide, mais ce médium n'est pas totalement liquide et chaotique : il connaît, au cours du temps, des variations qui le font fonctionner selon des modes, des *rhuthmoi*, distincts : de longues périodes de reproduction relativement régulière entrecoupées de moments de transformation brusque. *Le pouvoir est un médium rythmique* et relève donc d'une rythmanalyse politique.

La principale limite de cette approche – au moins telle qu'on la découvre dans les travaux disponibles actuellement – tient à ce que Archer la limite aux interactions sociales et qu'elle ne dit pas grand-chose des corps ni du langage. Elle éclaire la vie rythmée des systèmes sociaux et des interactions entre individus, mais elle laisse encore dans l'ombre le rôle que jouent, dans ces dynamiques de reproduction ou de renouvellement, les rythmes, déjà documentés par de nombreux travaux, qui traversent, soutiennent et parfois amoindrissent, les corps et les activités langagières. [9] À suivre, donc.

Bibliographie

Archer M. S., *Social Origins of Educational Systems*, New York, Sage, 1979.

Archer M. S., *Culture and Agency. The Place of Culture in Social Theory*, Cambridge, Cambridge Uni. Press, 1re éd. 1988, rev. ed. 1996.

Castoriadis C., *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975.

Descombes V., *Le Complément de sujet. Enquête sur le fait d'agir de soi-même*, Paris, Gallimard, 2004.

Harvey D., « Neo-liberalism and the Restoration of Class Power », *Spaces of Global Capitalism. Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, London-New York, Verso, 2006.

Jameson F., *Postmodernism, or, The Cultural Logic of Late Capitalism,* Durham N-C, Duke Uni. Press, 1991.

Joxe A., *L'Empire du chaos. Les républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide* (1re éd. 2002), Paris, La Découverte, 2004.

Laclau E. & Mouffe Ch., *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics* (1985), London, Verso, 2001.

Michon P., *Les Rythmes du politique. Démocratie et capitalisme mondialisé*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

Michon P., *Rythme, pouvoir, mondialisation*, (1re éd. 2005), Paris, Rhuthmos, 2016.

Michon P., « La sociologie peut-elle sortir seule de son dualisme ? Le cas de Norbert Elias », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX, 2001, pp. 143-169.

Simondon, G., *L'Individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, (1958), Grenoble, Jérôme Million, 2005.

Notes

[1] M. S. Archer, *Social Origins of Educational Systems*, Londres, Sage Publications, 1979.

[2] M. S. Archer, *Realist Social Theory : The Morphogenetic Approach*, Cambridge, Cambridge Uni. Press, 1995.

[3] N. Eldredge & S. J. Gould, « Punctuated equilibria : an alternative to phyletic gradualism », in T. J. M. Schopf (Ed.), *Models in Paleobiology*, San Francisco, Freeman, Cooper & Co, 1972, pp. 82-115.

[4] M. L. Tushman & E. Romanelli, « Organizational Evolution : A Metamorphosis Model of Convergence and Reorientation ». *Research in Organizational Behavior*, n° 7, 1985, pp. 171-222.

[5] C. Gersick, « Revolutionary Change Theories. A Multilevel Exploration of the Punctuated Equilibrium Paradigm », *The Academy of Management Review*, n° 16, 1991, pp. 10-36.

[6] F. R. Baumgartner & B. D. Jones, Agendas *and Instability in American Politics*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 1993.

[7] R. B. Collier & D. Collier, *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1991 ; J. Mahoney, *The Legacies of Liberalism. Path Dependence and Political Regimes in Central America*, Baltimore, Johns Hopkins Univ. Press, 2001.

[8] W. H. Jr. Sewell, *Logics of History. Social Theory and Social Transformation*, Chicago, Univ. of Chicago Press, 2005.

[9] P. Michon, *Rythme, pouvoir, mondialisation*, (1re éd. 2005), Paris, Rhuthmos, 2016.